Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/article46353

22 février 2016

Essais nucléaires en Polynésie : la France doit réparation aux habitants !

À l'occasion de la visite de François Hollande en Polynésie, le Réseau "Sortir du nucléaire" dénonce la non-prise en charge par la France des ravages causés par les essais nucléaires dans le Pacifique.

Essai atmosphérique Licorne 1 du 3 juillet 1970 sur l'atoll de Mururoa

Entre 1966 et 1996, après avoir abandonné les essais nucléaires en Algérie, la France a mené 193 tirs dans le Pacifique "au nom de la paix", afin de s'assurer une position prépondérante dans le concert des nations. Dans un contexte suicidaire de course aux armements, l'État a imposé aux Polynésiens un héritage fatal tant sur le plan environnemental que sanitaire.

Les explosions ont fragilisé les fonds sous-marin, entraînant un risque d'effondrement des atolls de Moruroa et Fangataufa. Les sols sont contaminés durablement à cause des retombées et de la présence de débris toxiques et radioactifs (métaux lourds, plutonium...) qui menacent toujours la population. Aux milliers d'habitants et travailleurs irradiés pendant les essais, il faut ajouter les déficits de naissance, malformations congénitales et infirmités que subissent toujours un nombre non négligeable d'enfants polynésiens, comme le montre une étude publiée par l'Observatoire des armements.

Comme l'ont révélé les archives ouvertes suite à la levée du secret défense en 2013, c'est en toute conscience de leurs impacts sanitaires que la France a procédé à ces explosions, irradiant ses propres habitants. Malgré le vote de la loi Morin, seules 19 personnes - dont seulement 5 Polynésiens ont pu bénéficier d'une indemnisation à ce jour. Quant à la rente annuelle versée à la Polynésie, elle ne cesse de se réduire : fixée à 150 millions d'euros en 1996, elle passera en 2016 à 84 millions d'euros.

Le Réseau "Sortir du nucléaire" s'associe aux associations "193" et "Moruroa e Tatou" pour exiger de François Hollande une reconnaissance officielle de l'ampleur des conséquences des essais nucléaires français et la fin de ce déni de justice. Face à ce crime irréparable, tout doit être mis en oeuvre pour faire enfin la lumière sur les impacts des essais, assurer un véritable suivi sanitaire des populations, dédommager les victimes et procéder autant que possible à une décontamination des atolls.

L'arme atomique est une arme immorale par nature, que ce soit lors des essais, puis en tant que menace permanente pour les peuples ainsi pris en otage, et enfin lors de sa possible utilisation. L'éradication de tout arsenal atomique est une exigence fondamentale et non négociable.

NB : Peu après l'envoi de ce communiqué, François Hollande a reconnu dans un discours les impacts environnementaux et sanitaires des essais nucléaires et proposé la création d'un centre d'archives, ainsi qu'une légère hausse de la dotation allouée à la Polynésie pour faire face aux conséquences des essais.

Toutefois, les associations polynésiennes considèrent ces déclarations comme insuffisantes et attendent une aide concrète pour favoriser les indemnisations.

Notons également que si François Hollande a remercié la Polynésie pour son rôle dans les essais nucléaires car "grâce à la force de dissuasion, la France a pu contribuer à la paix", il n'y a pas eu d'excuses officielles pour avoir imposé cet héritage fatal à l'archipel, comme le demandaient les associations. Avec des conséquences aussi lourdes, il ne sera jamais possible de "tourner la page du nucléaire", comme le prétend François Hollande.

Contacts presse :

- Martial Chateau - 02 43 94 72 88
- Patrice Bouveret, Observatoire des Armements : 06 30 55 07 09

Chargée de communication :

Charlotte Mijeon - 06 64 66 01 23

Pour en savoir plus sur les essais nucléaires en Polynésie : interview de Bruno Barillot, co-fondateur de l'Observatoire des Armements.